

Zoom sur :

Principaux points à noter :

- ❖ **Mise en œuvre de la 2^{ème} phase de déconfinement dans un contexte de ralentissement de l'épidémie**
- ❖ **Le Portugal défend un revenu minimum européen et déplore le manque d'unité européenne**
- ❖ **L'impact du virus révèle et amplifie les disparités sociales et territoriales au Portugal**
- ❖ **Lancement d'un label « Covid Safe » pour les entreprises**
- ❖ **Le secteur des hôtels et restaurants demande des réductions de taxe**
- ❖ **Le gouvernement prend des mesures concernant le calcul et le paiement des primes d'assurance**

SITUATION ET MESURES ECONOMIQUES AU PORTUGAL**• Mise en œuvre de la 2^{ème} phase de déconfinement dans un contexte de ralentissement de l'épidémie**

Après un entretien avec les spécialistes de l'Autorité nationale des médicaments et produits de santé, *Infarmed*, le gouvernement se réunit le vendredi 15 mai en conseil des Ministres, en présence du Président de la République, pour évaluer le déroulement de la première phase de déconfinement et annoncer la deuxième phase qui doit débuter le 18 mai et prévoit notamment la réouverture des restaurants, musées et des lycées sous certaines conditions. Ces annonces interviennent dans un contexte de ralentissement du nombre de contaminations et de décès, avec une croissance journalière inférieure à 1 % dans les deux cas au cours des derniers jours.

• Le Portugal défend un revenu minimum européen et déplore le manque d'unité européenne

La Ministre du Travail, de la Solidarité et de la Sécurité sociale du Portugal, Ana Mendes Godinho, le Vice-Président du gouvernement espagnol, Pablo Iglesias, et la Ministre du Travail italienne, Nunzia Catalfo, ont défendu dans une [tribune](#) commune la création d'un système de revenu minimum européen, appelant à la solidarité pour amortir la crise.

Le Premier Ministre António Costa a déploré, dans un entretien télévisé, l'existence « d'une petite minorité d'état-membres qui bloque le processus de décision » ; il a ajouté qu'il fallait « surmonter la position de ces pays, parce que, sans un effort commun, nous n'avancerons pas (...) » et estime que ses homologues « semblent parfois avoir l'illusion qu'ils pourront résoudre leurs problèmes seuls, et ils ont tort ». Il a par ailleurs réitéré que la crise pourrait être surmontée sans avoir recours à des mesures d'austérité notamment des coupes salariales et des augmentations d'impôts, en dépit de la crise économique profonde qui s'annonce pour les deux prochaines années, selon lui.

- **L'impact du virus révèle et amplifie les disparités sociales et territoriales au Portugal**

L'École Nationale de Santé Publique (ENSP) a produit une étude menée auprès de 308 municipalités, selon laquelle la pandémie de Covid-19 affecte plus sévèrement les régions dont la situation socio-économique est la plus difficile, et pourrait accroître les inégalités. Les auteurs de l'étude soulignent que la maladie « ne se présente pas comme une menace égale pour tous » : les municipalités souffrant d'un taux de chômage et d'inégalités de revenus élevés sont en effet davantage touchées par le virus.

Par ailleurs, la crise accentuerait les inégalités en affectant proportionnellement davantage les personnes les plus vulnérables : un quart des sondés dont le revenu mensuel normal est égal ou inférieur à 650 € déclare avoir perdu l'intégralité de ses revenus pendant la crise, tandis que seulement 6 % des sondés dont les revenus sont supérieurs à 2.500 € par mois estiment avoir subi une perte totale de leurs revenus. Au total, 14 % des personnes interrogées indiquent avoir entièrement perdu leur revenu, un tiers déclarent des pertes partielles et plus de la moitié n'a constaté aucune perte.

Les résultats préliminaires de l'enquête (données au 30 avril) indiquent que, d'une part, l'incidence de la pandémie est plus importante dans les municipalités où la densité de population est la plus élevée et, d'autre part, que le nombre cumulé de cas est le plus faible dans les municipalités où le taux de chômage et les inégalités de revenus (mesurées par l'indice de Gini) sont les plus faibles, et le revenu moyen le plus élevé.

- **Lancement d'un label « Covid Safe » pour les entreprises**

L'Association portugaise de certification (APCER) a lancé le label « Covid Safe » attribuable aux entreprises de tous les secteurs qui se conforment aux directives émises par la Direction générale de la santé (DGS), l'Autorité pour les conditions de travail (ACT) et l'Organisation internationale du travail (OIT), visant à illustrer auprès des employés, clients, fournisseurs, et partenaires, leur engagement et leur respect des mesures sanitaires et de sécurité. Le label est conçu comme un « sceau » visant à rassurer et à accompagner la réouverture progressive de l'économie en auditant « la mise en œuvre efficace des procédures et les pratiques adoptées » de la part des organisations.

En parallèle, le label « Clean & Safe », spécifiquement destiné aux établissements touristiques portugais, visant à assurer les clients de leur respect des exigences de sécurité et d'hygiène définies par la DGS et l'Organisation mondiale du tourisme, rencontre un succès certain depuis sa mise en œuvre. Dans les deux semaines suivant sa création, 3.232 labels avaient été accordés, soit près de 20 % des plus de 16.000 entreprises enregistrées dans le secteur du tourisme. Le Gouvernement a par ailleurs décidé de l'élargir aux établissements du secteur de la restauration.

- **Le secteur des hôtels et restaurants demande des réductions de taxe**

L'Association portugaise des hôtels, restaurants et assimilés (AHRESP) a publié un [guide des bonnes pratiques dans le secteur de la restauration](#). Elle a par ailleurs demandé aux municipalités d'exempter les établissements des taxes sur les terrasses ainsi qu'un assouplissement des règles pour l'occupation de ces espaces, plusieurs pays européens ayant pris des mesures pour permettre aux cafés et restaurants d'empiéter sur l'espace public afin de respecter les mesures de distance sur les terrasses. L'AHRESP souligne enfin, qu'avec la réduction de 50 % des capacités d'accueil, « 20 % des entreprises déclarent qu'elles ne rouvriront pas leurs portes » le 18 mai.

Par ailleurs, les chefs de cuisine et les restaurateurs réclament une exonération des cotisations sociales jusqu'à la fin de cette année et une TVA réduite à 6 % jusqu'à fin 2021 pour accompagner la reprise du secteur, qui emploie environ 240.000 personnes au Portugal.

- **Le gouvernement adopte un moratoire sur les primes d'assurance**

Les entreprises ayant enregistré une baisse d'au moins 40 % de leur chiffre d'affaires peuvent désormais demander une réduction des primes pour les assurances en lien avec leur activité, selon un [décret-loi](#) publié le 12 mai créant un régime exceptionnel est temporaire, jusqu'au 30 septembre. Il stipule que dans les cas où les risques couverts par un contrat d'assurance sont fortement réduits ou éliminés du fait, directement ou non, des mesures légales prises en réponse à la pandémie, les assurés ont le droit de demander que leur prime d'assurance reflète ces circonstances, ainsi que l'application d'un régime exceptionnel de fractionnement des paiements.

Par ailleurs, ce texte prévoit qu'en l'absence d'accord entre la compagnie d'assurance et l'assuré et en cas de non-paiement de la prime à la date d'échéance, la couverture sera maintenue intégralement pendant 60 jours, le paiement de la prime afférente restant par ailleurs due.

- **130.000 entreprises portugaises sont considérées comme très exposées à la crise actuelle**

D'après une étude de l'entreprise [Informa D&B](#), sur 425.000 entreprises analysées, 130.000 sont considérées comme très exposées à la pandémie tandis que seulement 77.000 d'entre elles présentent un faible degré d'exposition. Ces chiffres atteignent respectivement 210.000 et 114.000 entreprises en incluant les auto-entrepreneurs. Sans surprise, le secteur de l'hébergement et de la restauration est le plus exposé, en particulier les sous-secteurs de l'hôtellerie, du tourisme rural, de la location de courte durée et des cafés, pâtisseries et débits de boisson. L'entreprise anticipe par ailleurs un arrêt prolongé de l'activité touristique.

Le commerce de détail serait également très affecté, en particulier le segment non-alimentaire du fait, d'une part, de la suspension de l'activité entraînée par la proclamation de l'état d'urgence le 18 mars dernier et, d'autre part, de la baisse du revenu disponible des ménages liée à la hausse du chômage et à la dégradation de la conjoncture économique. La baisse de la demande devrait également toucher les biens durables (ex. mobilier, électroménager, voitures) et les biens de consommation (ex. vêtements, chaussures). Le secteur de la culture et du loisir fait également partie des secteurs les plus exposés. A l'inverse, parmi les secteurs moyennement exposés se trouvent notamment la construction, la communication, le transport de marchandises et le secteur éducatif privé, tandis que l'exposition des secteurs de la distribution, de l'industrie alimentaire, de la gestion des déchets ou des télécommunications est considérée comme faible.

- **Les portugais jugent positivement la gestion de la crise par le gouvernement**

Selon un sondage de [Marktest](#), réalisé entre le 6 et le 7 mai, 93 % des Portugais jugent positive la gestion du gouvernement pendant la pandémie. L'indice qui mesure le niveau de satisfaction vis-à-vis de la performance du gouvernement a atteint 78 points, la valeur la plus élevée depuis la création du baromètre d'opinion Covid-19. Il atteint 71 points pour le Président de la République, Marcelo Rebelo de Sousa. Par ailleurs, l'indice de confiance économique, mesurant les attentes des sondés sur la trajectoire de l'économie, reflète toujours une dégradation de la confiance mais progresse cependant de 11 points par rapport au 30 mars, atteignant 27 points (en deçà de 40 points l'indice est considéré comme négatif et comme positif au-delà de 60 points).

- **Le Portugal compte parmi les premiers pays de l'OCDE pour le dépistage du Covid-19**

Selon une [étude de l'OCDE](#), le Portugal est l'un des pays ayant conduits le plus de tests Covid-19 rapportés à sa population. Les données en date du 4 mai placent ainsi le Portugal en 5^{ème} position avec 41,9 tests réalisés pour 1.000 habitants, après l'Islande, le Luxembourg, la Lituanie et Israël. Entre le 1^{er} mars et le 14 mai, plus de 566.000 tests de dépistage du Covid-19 ont été effectués au Portugal, selon un rythme moyen de 12.600 nouveaux tests par jour pour la période allant du 1^{er} au 11 mai.

- **Le Portugal peut produire un million de masques par jour, dont une partie est exportée**

Selon le Ministre de l'Economie, Pedro Siza Vieira, la capacité de production quotidienne de masques de l'industrie portugaise atteint un million d'unités. Le Ministre a salué la mobilisation de l'industrie textile, dont une partie des lignes de production ont été reconverties pour la production de masques. La production est destinée prioritairement au marché domestique mais une partie commence à être exportée. A ce jour, près de 240 fabricants d'EPI sont [homologués](#) par les autorités sanitaires portugaises.

PROJECTIONS MACROECONOMIQUES

Gouvernement

Selon le Ministre des Finances, Mario Centeno, les pertes de recettes pour l'Etat portugais devraient atteindre « près de 10 Md€ » cette année, soit 4,6 Md€ de plus que les pertes estimées dans les projections de la Commission européenne. Cette dernière anticipe un déficit public de 6,5 % du PIB cette année avec des pertes de recettes de 5,4 Md€, passant de 91 Md€ en 2019 à 85,6 Md€ cette année. Le Gouvernement portugais n'a pas publié de projections concernant le solde budgétaire mais les pertes de recettes prévues étant significativement plus élevées que celles de la Commission, elles impliqueraient, toute chose égale par ailleurs, une hausse du déficit attendu de 2,3 p.p. par rapport aux projections de Bruxelles. Les projections macroéconomiques du Gouvernement devraient être publiées lors de la présentation du Projet de Budget complémentaire, prévue courant juin.

Par ailleurs, dans un entretien à la chaîne *RTP*, le Ministre des Finances portugais a déclaré que la pandémie amputerait le PIB de plus de 15 Md€. Mario Centeno a annoncé que la hausse du nombre de chômeurs inscrits par rapport à avril 2019 atteint environ 75.000, mais estime que le taux de chômage ne devrait pas dépasser 10 % d'ici à la fin d'année.

Dans son [PNR \(Programme National de Réformes\)](#), le gouvernement estime que le PIB se replie de 6,5 p.p. tous les 30 jours utiles en période de confinement et évalue l'impact direct des mesures de soutien sur les comptes publics à 1.34 Md€ par mois. Cependant, il avertit que l'impact le plus significatif proviendra des effets des stabilisateurs automatiques. La charge fiscale (*i.e.* poids des contributions sociales et des recettes fiscales rapporté au PIB) devrait se réduire cette année du fait de la hausse du chômage : la Commission prévoit qu'elle atteindra 34,2 % cette année après un pic historique à 34,8 % en 2019.

Enfin, le [Programme de Stabilité 2020](#), que le Ministre des Finances Mário Centeno a présenté le 14 mai à l'Assemblée de la République, estime que les mesures exceptionnelles et temporaires (y compris les moratoires sur les prêts des particuliers et des entreprises) pour répondre à la pandémie représentent un effort total de 25,1 Md€, soit environ 12,5 % du PIB. Le coût du chômage partiel devrait atteindre 563 M€ par mois (dont 373,3 M€ pour le paiement des salaires des personnes en chômage partiel et 190 M€ au titre

de l'exonération du paiement des charges sociales des entreprises pendant la période de chômage partiel), une révision à la baisse par rapport aux estimations du premier ministre fin mars, qui prévoyait un coût mensuel d'environ 1 Md€ à ce titre.

Euler-Hermes / Cosec

Dans un [communiqué](#), la Cosec, société d'assurance-crédit, estime dans son scénario de base que la récession devrait atteindre 8 % du PIB cette année et anticipe un « retour à la normale » en 2021 en tablant sur la mise sur le marché d'un vaccin. L'entreprise prévoit un scénario en « U » avec une récession moins marquée en 2020 au Portugal que dans le reste de la zone euro (- 9,3 % en moyenne) puis un rebond jusqu'à 9 % en 2021, en ligne avec la moyenne de la zone euro (+ 9,3 %). Selon l'étude, le Portugal devrait être fortement pénalisé par la baisse attendue du volume des échanges internationaux cette année (- 15 %) en raison du poids des exportations dans le PIB portugais (44 %) et surtout, par la baisse de la fréquentation touristique qui pourrait se prolonger dans le temps si la dégradation de la confiance s'avérait durable.

BPI

Dans ses [dernières prévisions macroéconomiques](#) de mai, la banque portugaise *BPI* révisé fortement à la baisse ses prévisions de croissance pour l'économie en 2020. Elle prévoit désormais une récession de 8,1 % en 2020 (contre - 3,4 % début avril) avec un choc négatif concentré sur le 2^{ème} trimestre est une reprise graduelle dès le 2^{ème} semestre 2020. L'entreprise considère que les fondamentaux de l'économie portugaise sont suffisamment solides pour permettre un rattrapage partiel en 2021 avec une croissance attendue d'environ 6 % en 2021. Elle estime le coût des mesures économiques prises à 21 Md€ soit 10,7 % du PIB et considère que les efforts budgétaires des précédentes années offrent une certaine marge de manœuvre au gouvernement. Elle prévoit un déficit public de 9 % du PIB mais un retour à une trajectoire de baisse du niveau de la dette publique rapporté au PIB à partir de 2021. *BPI* anticipe une hausse marquée du taux de chômage, supérieure aux prévisions du Gouvernement avec un pic à 12,7 % en 2020 et un rééquilibrage autour de 8,5 % en 2021.

Eurostat/INE

Eurostat a [actualisé](#) les statistiques macroéconomiques du premier trimestre avec le détail par pays : le ralentissement de l'activité économique au Portugal connaît la 6^{ème} baisse la plus prononcée des pays de l'Union européenne, avec une contraction de 2,4 % du PIB, en glissement annuel et de 3,9 % en trimestriel. La contraction de l'ensemble de la zone euro a été revue à la baisse de 3,3 % à 3,2 %. [L'INE](#) souligne par ailleurs que la demande intérieure "enregistre une contribution négative (-1,0 p.p.), pour la première fois depuis le 3^{ème} trimestre 2013, liée à la baisse de la consommation privée et des investissements".

Responsable de la publication : Stanislas Godefroy

Ambassade de France à Lisbonne,
Service économique
R. Santos-O-Velho 5,
1249-079 – Lisbonne



Rédigé par: Louis Diéval

Abonnement/désabonnement :
lisbonne@dgtresor.gouv.fr

Internet : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/PT>

Suivez-nous sur Twitter : [@FR_Eco_Iberica](https://twitter.com/FR_Eco_Iberica)

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées.

Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

LIENS INTERNET UTILES

Sur les mesures prises en France :

Site du ministère de l'économie et des finances :

<https://www.economie.gouv.fr/coronavirus-soutien-entreprises>
<https://info-entreprises-covid19.economie.gouv.fr/kb>

Site du ministère du travail :

<https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/coronavirus-questions-reponses-pour-les-entreprises-et-les-salaries>

Pour les investisseurs en France et les entreprises françaises exportatrices :

Sites de Business France :

<https://www.plateforme-attractivite.com/sommaire-choose-france/>
<https://www.businessfrance.fr/information-coronavirus-covid-19>
<https://www.teamfrance-export.fr/infos-pays-covid-19#>

Sur les mesures prises et la conjoncture au Portugal :

Site dédié à la réponse des autorités publiques au Covid-19 (« *Estamos on* ») :

<https://covid19estamoson.gov.pt/medidas-de-apoio-emprego-empresas/>

IAPMEI : <https://www.iapmei.pt/Paginas/Medidas-de-apoio-as-empresas-relacionadas-com-o-im.aspx>

Confédération portugaise des entreprises : <https://cip.org.pt/covid-19-informacoes-as-empresas/>

Chambre de commerce et d'industrie luso-française : <https://www.ccilf.pt/coronavirus-actualites.html>

Indicateurs de conjoncture - site du Cabinet de Stratégie et d'Etudes (GEE) du ministère de l'économie :

<https://www.gee.gov.pt/pt/destaques/30014-covid-19>

Rapport de Informa D&B sur l'impact de la crise sur l'économie portugaise :

<https://biblioteca.informadb.pt/read/document.aspx?id=2624>

Sur les mesures de protection recommandées :

Au Portugal : manuel de la Direction générale de la santé :

<https://www.dgs.pt/documentos-e-publicacoes/saude-e-trabalho-medidas-de-prevencao-da-covid-19-pdf.aspx>

Recommandations de l'Autorité pour les Conditions de Travail (ACT) :

[https://www.act.gov.pt/\(pt-PT\)/Itens/Noticias/Documents/19_MEDIDAS-280420.pdf](https://www.act.gov.pt/(pt-PT)/Itens/Noticias/Documents/19_MEDIDAS-280420.pdf)

En France : fiches du ministère du travail pour aider à la mise en œuvre des mesures de protection :

<https://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere-en-action/coronavirus-covid-19/proteger-les-travailleurs/article/fiches-conseils-metiers-et-guides-pour-les-salaries-et-les-employeurs>

Sur les mesures prises par l'Union européenne :

https://ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/health/coronavirus-response/economy_fr

Un suivi du secteur agricole ibérique est disponible sur le site de FranceAgriMer :

<https://www.franceagrimer.fr/Accompagner/International/Exporter-vers/Coronavirus/Espagne-Portugal>